

**Décision de la Mission Régionale d'Autorité environnementale
(MRAe) de Nouvelle-Aquitaine, après examen au cas par cas,
relative au projet de révision allégée n°3 du plan local d'urbanisme
intercommunal (PLUi) Dronne et Belle (24) porté par la
communauté de communes Dronne et Belle**

N° MRAe 2022DKNA152

dossier KPP-2022-12767

**Décision après examen au cas par cas
en application de l'article R. 104-28 du Code de l'urbanisme**

La Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe) de la Région Nouvelle-Aquitaine

Vu la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement et notamment son annexe II ;

Vu le Code de l'urbanisme, notamment ses articles L.104-1 à L.104-8 et R.104-1 et suivants ;

Vu le décret n°2016-519 du 28 avril 2016 portant réforme de l'Autorité environnementale ;

Vu le décret n°2016-1110 du 11 août 2016 relatif à la modification des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets, plans et programmes ;

Vu le décret n°2020-1029 du 11 août 2020 modifiant le décret n°2015-1229 du 2 octobre 2015 relatif au Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu l'arrêté du 11 août 2020 modifiant l'arrêté du 2 octobre 2015 relatif aux missions et à l'organisation du Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu les arrêtés du 11 août 2020, du 2 juin 2021, du 23 novembre 2021 et du 16 juin 2022 portant nomination des membres des missions régionales d'autorité environnementale (MRAe) du Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu la décision du 16 juin 2022 de la Mission Régionale d'Autorité environnementale portant délégation de compétence à ses membres pour statuer sur les demandes d'examen au cas par cas présentées au titre des articles R. 122-18 du Code de l'environnement et R. 104-28 du Code de l'urbanisme ;

Vu la demande d'examen au cas par cas enregistrée sous le numéro de dossier figurant dans l'encadré ci-dessus, déposée par le président de la communauté de communes Dronne et Belle, reçue le 7 juin 2022, par laquelle celui-ci demande à la Mission Régionale d'Autorité environnementale s'il est nécessaire de réaliser une évaluation environnementale à l'occasion du projet de révision allégée n°3 du plan local d'urbanisme intercommunal Dronne et Belle ;

Vu la consultation de l'Agence régionale de santé en date du 15 juin 2022 ;

Considérant que la communauté de communes Dronne et Belle, compétente en matière d'urbanisme, souhaite procéder à la révision allégée n°3 du plan local d'urbanisme intercommunal valant plan local de l'habitat (PLUi-H) Dronne et Belle, approuvé le 28 janvier 2020 et ayant fait l'objet d'un avis¹ de la MRAe en date du 9 mai 2019 ; ;

Considérant que le projet de révision allégée n°3 du PLUi-H porte sur le reclassement en zone UY dédiée à l'accueil d'activités industrielles, artisanales ou commerciales d'une partie de la parcelle cadastrée A789 sur 5 800 m², située à Mareuil-en-Périgord, et classée en zone naturelle N dans le PLUi-H en vigueur ; que cette procédure vise à permettre le développement d'une entreprise artisanale implantée sur cette parcelle ;

Considérant que, sur les 5 800m² reclassés, 40 % de la surface est occupée par l'atelier de l'entreprise susmentionnée, les 60 % restants correspondant à des terres agricoles dévolues à la culture du blé d'après le registre parcellaire de 2019 ;

Considérant que la partie de la parcelle A 789 non reclassée, qui représente une surface de 15 970 m², conservera sa vocation agricole ; qu'à cet égard, le dossier conclut à l'absence d'incidences notables de la procédure sur l'activité agricole ;

Considérant que, d'après le dossier, et en cohérence avec l'orientation d'aménagement et de programmation des zones d'activités économiques, les surfaces concernées et les modalités de gestion du site mises en œuvre par l'entreprise permettront une gestion des eaux pluviales à la parcelle ; que, selon le dossier, les possibilités d'extension ouverte par la présente procédure n'auront pas d'incidences sur le cours d'eau La Belle, située à 190 mètres ;

Considérant que le site de projet se situe dans le périmètre de protection éloigné du forage de la Chabroulie ; que tout aménagement du site devra se conformer aux dispositions de l'arrêté inter-préfectoral du 4 juin 1999 relatif au captage d'eau de Chabroulie ;

Considérant que le site de projet n'est pas desservi par le réseau d'assainissement collectif de la commune ; que les effluents générés sont estimés à 2 équivalents habitant ; que le dossier ne présente pas de carte d'aptitude des sols à l'infiltration ; qu'il convient d'identifier si le secteur concerné est apte à l'assainissement individuel afin de l'exclure des zones relevant de l'assainissement collectif ;

Considérant que le site de projet se situe le long de la RD939 ; que le dossier ne fait pas état de problèmes de congestion sur cet axe ; que, d'après le dossier, les possibilités d'extension ouvertes pour l'entreprise existante sur le site ne généreront pas de trafic supplémentaire ;

Considérant que le site de projet est concerné par le risque d'incendie de feu de forêt ; que selon le dossier, il est desservi par le réseau de défense contre l'incendie ;

Considérant que la communauté de commune Dronne et Belle a engagé en parallèle les révisions allégées n°2 et n°4 à 8 portant également sur des reclassements en zone UY pour des extensions d'activités existantes ; que l'ensemble de ces procédures de révision en cours sur le territoire représentent une consommation d'espace naturel, agricole et forestier de 3,63 hectares pour les activités économiques, qui s'ajoutent aux 30 hectares ouverts à l'urbanisation pour le développement économique dans le cadre de l'élaboration du PLUi-H ;

Considérant que la MRAe avait souligné l'importance excessive des surfaces mobilisées dans son avis du 9 mai 2019 et constate que, même si dans le cadre du présent projet de révision allégée les besoins sont clairement identifiés, il vient aggraver ce constat ; que le PLUi-H devra être mis en compatibilité avec le schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) Nouvelle-Aquitaine, approuvé le 27 mars 2020 afin d'atteindre l'objectif de réduction de consommation d'espace sur le territoire intercommunal ;

Concluant, qu'au vu de l'ensemble des informations fournies par la personne responsable, des éléments évoqués ci-avant et des connaissances disponibles à la date de la présente décision, le projet de révision allégée n°3 du plan local d'urbanisme intercommunal Dronne et Belle est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement ;

1 https://www.mrae.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/pp_2019_7908_e_plui_dronneetbelle_24_dh_signe.pdf

Décide :

Article 1^{er} :

En application des dispositions du chapitre IV du Livre Premier du Code de l'urbanisme et sur la base des informations fournies par la personne responsable, le projet de révision allégée n°3 du plan local d'urbanisme intercommunal Dronne et Belle présenté par la communauté de communes Dronne et Belle (24) **est soumis à évaluation environnementale.**

Article 2 :

Les objectifs spécifiques poursuivis par la réalisation de l'évaluation environnementale sont explicités dans les considérants de la présente décision.

La présente décision ne dispense pas des obligations auxquelles le projet présenté peut être soumis par ailleurs. Elle ne dispense pas les projets, éventuellement permis par ce plan, des autorisations administratives ou procédures auxquelles ils sont soumis.

Article 3 :

La présente décision sera publiée sur le site Internet de la Mission régionale d'autorité environnementale <http://www.mrae.developpement-durable.gouv.fr>. En outre, en application de l'article R.104-33 du Code de l'urbanisme, la présente décision doit être jointe au dossier d'enquête publique ou de mise à disposition du public.

Fait à Bordeaux, le 5 août 2022

Pour la MRAe Nouvelle-Aquitaine
Le président de la MRAe

Signé

Hugues AYPHASSORHO

<i>Voies et délais de recours</i>

1 - décision soumettant à la réalisation d'une évaluation environnementale :

Le recours administratif préalable est **obligatoire** sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux.

Il doit être formé dans le délai de deux mois suivant la mise en ligne de la décision sur le site internet de l'autorité environnementale et adressé à **Monsieur le Président de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale**

Recours gracieux, hiérarchique et contentieux, dans les conditions de droit commun.

2 - décision dispensant de la réalisation d'une évaluation environnementale :

Les décisions dispensant de la réalisation d'une évaluation environnementale étant considérées comme des actes préparatoires ne faisant pas grief, elles ne sont pas susceptibles de faire l'objet d'un recours.

Toutefois, elles pourront être contestées à l'appui d'un recours contentieux dirigé contre la décision d'approbation du plan, schéma ou programme.